

L'Humanité Rouge



mercredi
19 mai 1976

No 493

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

Chine

LA REVOLUTION CULTURELLE TOUJOURS ACTUELLE

Une large place a été accordée dans l'ensemble de la presse française aux événements qui viennent de se dérouler en Chine : manifestation violente sur la place Tien-an-men à Pékin, révocation du vice-premier ministre Teng Siao-ping. La plupart des commentateurs ont présenté ces faits de façon tendancieuse, s'interrogeant sur les secrets du «pays du mystère» ou les attribuant à une lutte de factions, à des rivalités de palais pour le pouvoir. Il est nécessaire de réfuter ces calomnies et de faire connaître le plus largement possible la signification réelle de ce qui se déroule en Chine. La presse chinoise en langue étrangère fournit un grand nombre d'informations qui permettent de comprendre la situation. Ces événements constituent une nouvelle phase de la révolution socialiste et sont l'objet d'un large débat au niveau des masses, dans les usines, les campagnes, les quartiers et même dans les rues.

Rappelons les faits : depuis quelques mois de nombreux articles de la presse chinoise appelaient les masses à «lutter contre

le vent déviationniste de droite» qui remettait en cause les justes acquis de la Révolution culturelle et qui était impulsé par «un responsable du Parti engagé dans la voie capitaliste». Celui-ci était rapidement identifié : il s'agissait de Teng Siao-ping. Alors que se poursuivait ce débat, début avril lors de la fête des morts, des manifestations se déroulaient sur la place Tien-an-men. Sous couvert d'un hommage à Chou En-lai les manifestants déposaient des couronnes, collaient des affiches et distribuaient des tracts réclamant Teng Siao-ping comme premier ministre. La nature contre-révolutionnaire du mouvement allait se révéler par des inscriptions attaquant directement le président Mao et son épouse, puis par une tentative d'émeute : agressions physiques contre des étudiants et des miliciens, bâtiments officiels mis à sac et incendiés. L'ordre fut rétabli par l'intervention des milices ouvrières. Peu après ces événements le Comité central du PCC démettait Teng Siao-ping de ses fonctions.

(Suite p. 2)

Procès Siméoni, détention de Tisseyre et Le Gal

LA DEFENSE ACCUSE !

On le savait, depuis 1968, la «justice», ce pilier de la dictature des exploités, est sérieusement ébranlée. Jamais pourtant son caractère féroce d'une clique capitaliste sans foi ni loi n'était apparu avec tant d'évidence : lois contournées, arrangées quand elles ne sont pas violées par le gouvernement lui-même, établissement de tribunaux d'exception, mise au pas des magistrats insuffisamment serviles, déchaînement contre les ouvriers et paysans, contre les étudiants, contre les militants politiques.

Certes tout cela n'est pas nouveau comme l'a rappelé cyniquement Lecanuet en s'adressant à son lointain prédécesseur, le socialiste Defferre.

Mais voilà qu'aujourd'hui les dogmes chargés de tromper le peuple s'écroulent, comme s'ils étaient au bout du rouleau : «justice égale pour tous», «indépendance de la justice», tout cela vole en éclat sous les coups des luttes ouvrières et populaires. C'EST LA JUSTICE

QUI EST AU BANC DES ACCUSÉS !

L'ouverture du procès Siméoni et l'extraordinaire mobilisation populaire en Corse le montre : l'opération «ISULA MORTA» lancée pour marquer le soutien de la population de l'île au Dr Edmond Siméoni et aux huit autres Corses inculpés a été un succès. Du Nord au Sud, et de l'Est à l'Ouest, toute activité a pratiquement cessé dans

que les élèves des lycées et écoles ne s'y sont pas rendus.

D'innombrables motions exigeant la libération immédiate de Siméoni et des autres inculpés ainsi que la suppression des juridictions d'exception ont été déposées dans les préfectures cependant que des chalutiers ont barré l'entrée du port de Bastia.

Pendant ce temps à Paris devant la cour de sûreté de



l'île où les magasins et administrations ont fermé leurs portes tandis que les travaux publics et les transports en commun n'ont pas fonctionné. Tous les travailleurs étaient en grève tandis

l'État galonnée et médaillée, pour la première journée d'un procès qui doit durer un mois, les avocats de Siméoni dénonçaient la violation de l'article 5 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme signée par la France en 1974 et mettaient en cause la «cour de sûreté de l'État». La série des grands procès engagés par le gouvernement contre le peuple débute mal pour lui. Et tout indique que cette tendance s'approfondira en raison de la logique que le gouvernement s'entête à suivre. C'est ainsi qu'hier on avait la confirmation que le juge d'instruction refuse de remettre en liberté provisoire, contre tout usage, l'ouvrier marxiste-léniniste Romain Le Gal inculpé de reconstitution du Parti communiste marxiste-léniniste de France. Le gouvernement pour rassurer la bourgeoisie et intimider la classe ouvrière et les autres travailleurs veut faire preuve de fermeté. Mais chaque fois qu'il avance dans ce sens, il se pose une nouvelle corde au cou : l'indignation populaire quand elle éclate est terrible et sans pitié pour les réactionnaires !



Sûres que le peuple sahraoui remportera la victoire (photo Algérie Presse Service).

le droit à l'autodétermination reconnu au peuple sahraoui par l'ONU, le caractère intangible des frontières héritées du colonialisme reconnu par l'OUA, et bafouant tout cela l'agression maroco-mauritanienne.

Voilà pourquoi tout un peuple est debout. Une femme sahraoui, déchaîna les applaudissements de la salle lorsqu'elle parla du rôle des femmes dans la résistance à l'agression barbare.

Clôture les interven-

tions P. Dabelies de l'Association des amis du peuple sahraoui appela à développer les comités de soutien, à rassembler des vêtements et des médicaments, à dénoncer le gouvernement français qui apporte armes et soutien à Rabat et à boycotter l'envoi d'armes au Maroc et à la Mauritanie en rappelant l'importante indication de Marx : «Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être un peuple libre».

Rassemblement de soutien lundi soir à Paris

AUX COTES DU PEUPLE SAHRAOUI

La première manifestation publique de soutien au peuple sahraoui a été un succès incontestable. Lundi soir 17 mai à l'initiative des Amis du peuple sahraoui une très nombreuse assistance a acclamé à la Mutualité à Paris, les représentants de la République arabe sahraouie démocratique et du Front POLISARIO aux cris de «Vive la lutte du peuple sahraoui» et c'est aux combattants du Front POLISARIO qui poursuivent les combats et qui intensifient leur pression sur les troupes d'occupation maroco-mauritanienne, notamment à El Ajoun, Smara, Bou Craa et Bir Moghrein, qui s'adressaient notamment ces slogans.

C'est par son expérience que le peuple sahraoui a appris que la lutte armée populaire est la seule voie de l'émancipation. Car le peuple sahraoui jamais n'a accepté de voir son territoire occupé et pillé par les colonialistes et impérialistes. Mais les manifestations pacifiques, comme celle du 17 juin 1967 par exemple à El Aicem, n'eurent pour toute réponse que les balles colonialistes. Alors, en 1973 le peuple sahraoui prit les armes et depuis son existence ne peut être niée.

Après avoir rappelé ces éléments historiques, le représentant du peuple sahraoui devait expliquer les causes de la lutte actuelle,

Les étudiants ne désarment pas

Malgré le complot du silence et des mensonges organisé autour de la lutte de grande ampleur menée dans les universités contre la réforme du second cycle, le mouvement étudiant ne désarme pas. Mieux même, jamais les assemblées générales n'ont été si nombreuses dans beaucoup de facultés. La question des examens a été l'occasion en effet d'une nouvelle mobilisation. Les étudiants massivement se refusent à céder et les tentatives du PCF-UNEF pour appeler au passage des examens ont été balayées. Dès lors antigénéralistes et UNEF se sont rassemblés autour des motions démobilisatrices présentées par la Ligue trotskyste de Krivine qui engage au passage collectif des examens, proposition d'autant plus bidon que les professeurs et l'administration s'y opposent.

L'autre voie c'est celle dans laquelle s'engage la masse des inorganisés encouragés et soutenus par les marxistes-léninistes : c'est le refus unanime de passer les examens, clés de voûte du système universitaire bourgeois.

Sur cette base les trotskystes de la Ligue sont en train de perdre le contrôle des instances du mouvement. Ils ont tenté par l'intermédiaire du Collectif national qu'ils contrôlaient d'empêcher le mouvement de s'organiser localement : ils ont cherché à l'épuiser en le conduisant de coordination nationale en manifestation centrale. Aujourd'hui c'est l'heure des échéances. Aussi cherchent-ils à reboter cette fois la préparation de la coordination de Rennes qui se tiendra les 20 et 21 mai.

COORDINATION A RENNES
JEUDI 20 ET VENDREDI 21
MAI

Les étudiants de Rennes réunis en AG lundi 17 mai appellent après concertation auprès du collectif national à une coordination nationale des étudiants en lutte, contre la réforme du second cycle, les 20 et 21 mai à l'université de Haute-Bretagne à Rennes-Villejean, faculté de Lettres.

Les modalités de cette coordination sont précisées dans la motion en 10 points présentée par Rennes Sciences-éco. à Lyon les 7 et 8 mai (voir HR No 483). Ces 10 points devront être débattus en assemblée générale dans les différentes facultés afin d'établir un mandat précis de tous les délégués sur ces points d'ordre qui seront abordés au

(Suite page 5)

La tactique maritime du social impérialisme russe

Camarades, je suis un simple appelé. Mais j'ai réuni d'après des articles quelques détails sur la situation maritime autour de notre pays et la tactique de Brejnev qui vous intéresseront peut-être.

La Mer du Nord est considérée aujourd'hui par l'OTAN comme une zone de tension militaire : en dehors de grandes ressources de pêche pour les pays côtiers, c'est un grand carrefour de transport, et c'est là qu'on recherche les plus grosses réserves en pétrole-gaz pour les années à venir (réserves estimées à plus de 4 milliards de tonnes équivalent pétrole TEP connues et exploitables). C'est une zone de tension, parce que les nouveaux bourgeois de Moscou s'y intéressent de très près : en 1975 ont eu lieu plusieurs incidents, au cours d'incursions de chalutiers-espions dans la zone de sécurité des plate-formes de forage anglaises. Ces plate-formes qui seront reliées à l'avenir par pipe-lines sous-marins, sont considérées comme cibles militaires éventuelles : leur destruction couperait une partie de l'approvisionnement, et rendrait la mer du Nord invivable.

Aujourd'hui, les études estiment que 60 % des sous-marins russes sont en permanence dans l'Atlantique. L'URSS a 250 sous-marins, dont 70 nucléaires, conçus pour l'attaque des convois maritimes. Une estimation en donne 250 en 1980, dont 150 nucléaires. Cette arme constitue un point privilégié de l'impérialisme russe, sans compter les bâtiments de surface équipés électroniquement pour le brouillage des transmissions portuaires et maritimes.

Or, l'URSS n'a pas de convois à protéger dans ces zones, sa tactique d'expansion maritime est 100 % of-

fensive. Pourquoi ? Car notre pays et les autres pays riverains sont dépendants de leurs liaisons maritimes, aussi bien économiques que militaires (estimation du trafic militaire en cas de conflit : 100 000 t par jour). L'objectif offensif du pacte de Varsovie est donc de rompre les lignes de communication et de ravitaillement maritime. C'est tellement

où la pression « diplomatique » russe et l'activité des forces pro-soviétiques ont été fortes ces derniers temps.

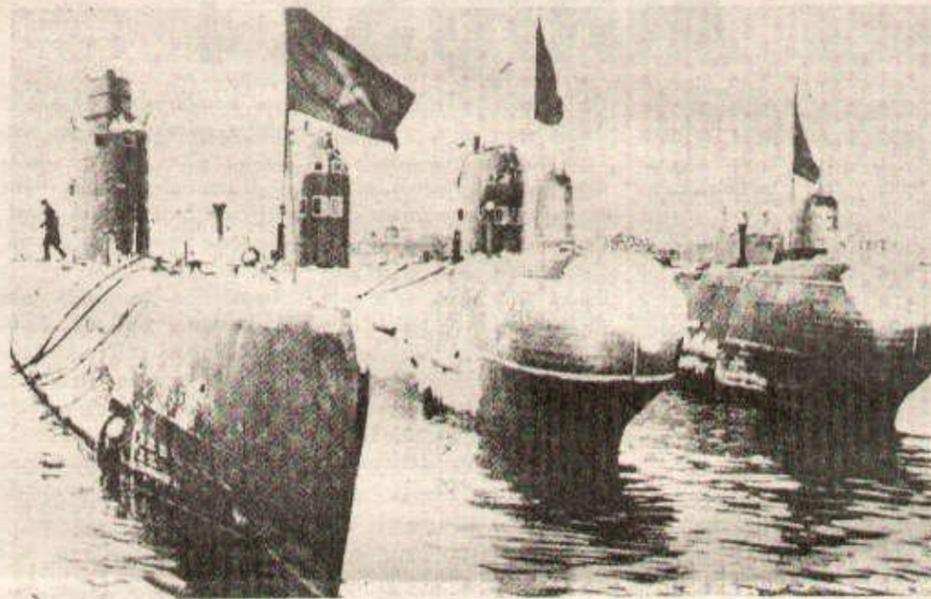
Contre cette tactique, les études révèlent sur plusieurs points la faiblesse des petits pays européens :

— l'insuffisance de la défense aérienne (alerte-radar, aviation, missiles) et anti-sous-marins lors d'exercices répétés, malgré les déclara-

d'unification des systèmes d'identification radar des avions, ce qui fait que dans un exercice on a relevé 50 % d'erreurs.

Mais le plus grave n'est pas dit dans les études militaires.

C'est que sur le plan national même, la défense de masse prise en main par la population, le contingent, est très faible. Par peur d'ar-



Sous-marins d'attaque soviétiques.

clair que la marine française et l'OTAN s'orientent vers le renforcement de la défense sous-marine, et contre d'éventuels barrages de mines qui permettraient au social-impérialisme d'établir le blocus (comme les Américains devant Haïphong). Il tente aussi de contrôler les détroits de sortie de ses 3 flottes, tenus respectivement par le Danemark et la Norvège, l'Espagne et le Portugal, la Turquie, pays

tions de Bigeard à propos des incursions de Mig 23 au-dessus du Rhône.

— le manque d'unité entre les pays : par exemple, il n'y a pas d'entente sur la limite des eaux territoriales à 200 milles. Il n'y a pas de standardisation des armes (dans ces pays, il y a 7 types d'avions différents, 6 types de canons, 31 types d'armes antichars, 36 types de radars de tir, tous non compatibles entre eux.) Il n'y a pas

mer un mouvement anticapitaliste, notre instruction de combat est généralement limitée, totalement insuffisante. Ces quelques faits et chiffres sur la situation sont systématiquement cachés, sauf aux gradés. Surtout, beaucoup d'appelés travaillent refusent de risquer leur vie et même de s'entraîner pour un pouvoir militaire et politique qui n'est pas le leur, qui leur fait subir mauvais traitements et mépris. Et pourtant, c'est eux-là même qui iraient se battre contre les exactions d'un occupant éventuel. La contrainte disciplinaire la plus stricte — qui d'ailleurs ne résiste pas à la révolte anticapitaliste des contingents actuels — ne vaudra jamais la volonté de s'entraîner pour une cause juste : celle du peuple et non des privilégiés et des exploités. En cas d'agression, rien n'est fait pour protéger la population, les cités, etc. non mais les députés et les gros dignitaires ont déjà leur abri souterrain dans la banlieue parisienne. Les appelés n'auront même pas un mot à dire sur les opérations où ils risquent leur vie. Tout cela, nous ne devons pas l'oublier.

Nos tâches sont donc claires : que le peuple s'entraîne et apprenne les armes, qu'il soit averti pour faire face à une agression impérialiste comme pour abattre le capitalisme. Lui seul peut changer des événements en marche.

Un appelé.

Chine

LA REVOLUTION CULTURELLE

TOUJOURS ACTUELLE

(Suite de la p. 1)

Que signifient les incidents de la place Tien-an-men ? Quels liens ont-ils avec la révocation de Teng Siao-ping ? Les réponses à ces deux questions sont étroitement liées : ces deux manifestations témoignent de la réalité de l'affirmation maintes fois répétée par les Chinois de l'acuité des luttes de classe dans la société socialiste.

PERMANENCE DE LA LUTTE DE CLASSES

La société socialiste est en effet une société de transition entre la société capitaliste dont elle découle et la société communiste qu'elle préfigure. Il s'agit d'une société complexe dont beaucoup de traits sont encore ceux de l'ancienne société.

L'ancienne bourgeoisie a certes perdu son influence économique directe du fait de l'abolition de la propriété privée des moyens de production. Mais elle existe toujours et son influence est loin d'être négligeable dans le domaine de l'enseignement, de la science et de la technique comme de la santé. Son idéologie se transmet également par les « vieilles habitudes » qui entravent la modification de la conception du monde chez de nombreux individus. Surtout il existe une nouvelle bourgeoisie. Ses bases économiques sont la persistance d'une économie de marché, du système monétaire, du salariat hiérarchisé avec huit échelons.

La petite production, liée à la propriété collective (propriété d'un groupe de travailleurs et non du peuple tout entier comme la propriété socialiste), représente encore 14 % de la production industrielle, 7,3 % du commerce de détail et la quasi totalité de la production agricole. Or Lénine a montré, dès 1920, que « la petite production engendre le capitalisme et la bourgeoisie constamment, chaque jour, à chaque heure ».

Les bases politiques sont le révisionnisme, véritable idéologie bourgeoise au sein du Parti communiste.

LA REVOLUTION VA DE L'AVANT

Nombre de dirigeants, comme Teng Siao-ping, ont

adhéré au parti sur les bases de la révolution démocratique. Ces dirigeants ont été d'authentiques progressistes et des cadres compétents à cette période de la révolution. Mais ils n'ont pas suivi le développement de la révolution socialiste du fait de leur origine de classe, de leur incapacité à modifier leur conception du monde proche de celle des démocrates bourgeois. Teng Siao-ping avait déjà développé des thèses révisionnistes qui furent critiquées lors de la Révolution culturelle.

Comme ses semblables, il affirmait hautement la priorité de la technique sur la politique (ce qui est illustré par sa formule préférée : « gris ou blanc, un bon chat est celui qui attrape une souris »). Ces thèses trouvent un écho chez certains cadres insuffisamment formés au marxisme-léninisme. La lutte contre le révisionnisme n'est donc pas une lutte contre un homme mais contre la ligne qu'il représente : elle doit être menée en s'appuyant sur les larges masses, qui veulent la révolution, et l'étude du marxisme-léninisme.

L'incident de Tien-an-men démontre la persistance d'éléments contre-révolutionnaires et la liaison entre leur activité et celle des responsables engagés dans la voie révisionniste. De tels faits sont inévitables tant que le but de la révolution socialiste, la société sans classe, ne sera pas atteint.

Le danger de restauration du capitalisme persiste : l'expérience de l'URSS enseigne de riches exemples par la négative des conséquences de la prise du pouvoir par des éléments altérant la ligne et les mesures politiques du parti.

Mais, comme dit une expression chinoise, « les herbes vénéneuses peuvent devenir des engrais ». Chaque nouvelle lutte favorise une meilleure prise de conscience de la complexité de la lutte de classes dans la société socialiste et la compréhension de ses racines : elle permet ainsi de mieux combattre la bourgeoisie en instaurant sur elle une « dictature intégrale » du prolétariat. Le Parti communiste chinois peut ainsi poursuivre plus avant la révolution socialiste tout en accélérant la modernisation et le développement de l'économie.

Conférence islamique

LE COLONIALISME FRANÇAIS SUR LA SELLETTE

La politique colonialiste française a été dénoncée à la Conférence islamique qui vient de s'achever à Istanbul, à propos de l'indépendance de Djibouti et du maintien de la présence coloniale française aux Comores.

Cette réunion, qui rassemblait 42 ministres des Affaires étrangères de pays islamiques, a adopté deux résolutions sur ces questions.

La première exige que la France reconnaisse « l'indépendance inconditionnelle et totale » de Djibouti et crée les conditions d'un bon déroulement du référendum, notamment par la libération des prisonniers politiques.

La seconde condamne l'occupation de Mayotte et exige de la France qu'elle retire ses troupes de l'île déclarée « partie intégrante des Comores ».



Corée

Chaleureux accueil d'une délégation sahraouie

A l'invitation du gouvernement nord-coréen, une délégation de la République arabe sahraouie démocratique séjourne actuellement en République populaire de Corée où elle reçoit un très chaleureux accueil. La délégation a visité Mankyueu Ngdai, haut lieu de la Révolution coréenne. Au cours d'un grand rassemblement de militaires coréens, le représentant de l'Armée populaire coréenne a « chaleureusement félicité le vaillant peuple sahraoui d'avoir proclamé la République au bout de sa lutte pleine d'abnégation » et « exprimé sa ferme solidarité avec sa juste cause ».

CE QUI S'EST PASSE A ALERIA

Le 21 août 1975 quelques militants corses de l'ARC conduit par Edmond Siméoni occupaient la cave d'un trafiquant en vin, Depeille. Celui-ci était un des auteurs d'une vaste escroquerie qui menaçait de ruine des centaines de paysans, petits et moyens. Le scandale était connu des services gouvernementaux qui cherchaient à l'étouffer.

C'est pour dénoncer le scandale que la cave Depeille était occupée. Des fusils de chasse étaient amenés pour montrer la détermination des occupants. Mais il n'était pas question de s'en servir. Les occupants demandaient la redistribution sous forme communautaire de 2 000 ha et des caves des escrocs aux paysans corses les plus pauvres. Il était prévu de tenir une conférence de presse et un grand meeting populaire. L'occupation ne devait durer que trois jours. Mais bien vite il apparaissait que le pouvoir avait choisi l'affrontement. Des mensonges étaient diffusés par la radio à la France entière. Le téléphone était coupé, preuve tangible de la volonté du gouvernement de refuser toute négociation.

Dans la nuit, des centaines de gendarmes et CRS surarmés, avec des automitrailleuses, des hélicoptères, débarquaient en Corse,

contre une poignée d'hommes.

Le pouvoir avait choisi la répression sanglante. Une délégation de paysans corses venus négocier avec le sous-préfet est délibérément retardée. Un de ses membres sera blessé par balle par les CRS lorsque ceux-ci donneront l'assaut de la cave. Le gouvernement a tout fait pour qu'il n'y ait pas de négociation possible, pour que l'affrontement sanglant ait lieu. A 16h 15, CRS et gendarmes mobiles ouvraient le feu contre la cave, sans que ses occupants répondent durant deux minutes. Un des occupants était gravement blessé, il avait un pied arraché par une balle. Ses compagnons ripostent aux agresseurs avec leurs fusils de chasse. Deux attaquants sont tués dans des conditions surprenantes, hors de portée des fusils de chasse.

Il est aujourd'hui établi par de nombreuses personnes qu'ils ont été victimes des armes de leurs collègues. Après cet affrontement dont le gouvernement porte l'entière responsabilité, Edmond Siméoni et ses camarades étaient arrêtés et emprisonnés sur ordre de la cour de sûreté de l'État. L'escroc Depeille et ses complices quant à eux, dont les trafics ne pouvaient plus être dissimulés, étaient condamnés quelques mois plus tard à de dérisoires peines de prison avec sursis.

LOI ANTICASSEURS CONTRE UN SECRÉTAIRE FDSEA

Le secrétaire général de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de Charente-Maritime a été condamné, à Poitiers le 14 mai, à 8 jours de prison avec sursis et 2 000 F d'amende. Les raisons de cette condamnation : le déversement sur la chaussée par des paysans en septembre 1974 de 17 tonnes de viande importées d'Angleterre, déversement dont Lucien Menet, secrétaire de la FDSEA, est rendu responsable au titre de la loi anticasseurs !

Commerce extérieur

Raymond Barre aux anges

Un récent communiqué du ministère du Commerce extérieur fait état des résultats d'avril 1976, et enregistre une diminution du déficit de la balance commerciale. Selon le ministère en effet le montant des importations, corrigé des variations saisonnières, s'est élevé en avril à 22 343 millions, et celui des exportations à 22 015 millions de francs. Soit un déficit de 328 millions de francs en avril au lieu de 857 millions de francs en mars.

Ce déficit serait en régression puisque depuis octobre 1975, indique le communiqué, les importations corrigées des variations saisonnières ont augmenté de 13,2 % tandis que dans le même temps les exportations progressaient de 21,5 %.

Il n'est pas douteux qu'on a sablé la champagne dans le ministère de Raymond Barre en prenant connaissance de ce bulletin de santé des monopoles capitalistes «made in France».

Contre la répression

LA PROTESTATION S'AMPLIFIE

De nombreuses motions et déclarations de protestations continuent à nous parvenir, exigeant la libération de notre camarade Romain Le Gal ainsi que de tous les prisonniers politiques. C'est ainsi que les maîtres d'internat et surveillants d'externat des lycées et collèges de la région académique du Nord réunis en assemblée générale SGEN-CFDT, dans une motion :

«dénoncent la répression utilisée par la bourgeoisie pour tenter de briser les luttes populaires : CRS, gardes mobiles, agressions de piquets de grève et de manifestations, licenciements politiques, provocations armées, assassinats de petits paysans luttant pour leurs justes droits, utilisation systématique de la loi anticasseurs (loi scélérates) contre des ouvriers et des paysans travailleurs.

«Quatre militants marxistes-léninistes de L'Humanité-Rouge de Lorient sont aujourd'hui inculpés par la cour de sûreté de l'État de reconstitution du PCMLF, Parti interdit en juin 68. L'un d'eux, l'ouvrier Romain Le Gal, est en prison depuis un mois et demi.

«L'incarcération de Le Gal, après celle du docteur Siméoni et du petit viticulteur Albert Teisseyre, montre la faiblesse de la bourgeoisie apeurée par l'essor des luttes de masse dans les usines, les campagnes, les facultés.

«C'est pourquoi l'assemblée générale des MISE SGEN-CFDT du Nord exige :

— la libération de l'ouvrier Romain Le Gal et de tous les emprisonnés politiques ;

— la levée immédiate des inculpations ;

— la dissolution de la cour de sûreté de l'État.»

La section SGEN-CFDT du CES Romain Rolland de Clichy-sous-Bois déclare quant à elle :

«La police a procédé à des arrestations et à des perquisitions arbitraires à Lorient ces derniers jours avec un grand déploiement de forces. A l'heure actuelle, 4 personnes ont été inculpées de reconstitution de ligue dissoute, à savoir le Parti communiste marxiste-léniniste de France, interdit en juin 1968, et déjéréées devant la cour de sûreté de l'État, instance juridique fascisante.

«Il s'agit de Jacques Le Forestier, étudiant à l'UT de Lorient, de Jean David, infirmier à l'hôpital de Lorient et militant CFDT, de Romain Le Gal, employé de mairie, également militant CFDT, inculpé aussi de participation à une entreprise de démolition de l'armée, toujours incarcéré à

Fresnes, et d'Hervé Jegouzo inculpé le jeudi 22 avril.

«La section SGEN-CFDT du CES Romain Rolland de Clichy-sous-Bois proteste contre ces arrestations et perquisitions.

«exige la libération immédiate de Romain Le Gal, la levée de toutes les inculpations, la suppression de la cour de sûreté de l'État, dénonce toutes les mesures de répression qui frappent de plus en plus souvent les travailleurs des villes, des campagnes et les étudiants, apporte son appui au comité de soutien de Lorient qui lutte pour l'abrogation d'inculpations arbitraires.

Enfin, des enseignants membres du Syndicat général de l'éducation nationale-CFDT et de la tendance «École émancipée» du Syndicat national des instituteurs qui ont participé à La Rochelle à la grève du 13 mai, en ont profité l'après-midi pour se réunir et débattre notamment de la répression que la bourgeoisie abat sur la classe ouvrière et les masses populaires en lutte. Voici le communiqué qu'ils nous ont adressé.

«La section SGEN-CFDT de La Rochelle et le groupe «École émancipée», en grève le 13 mai, protestent contre la vague de répression du pouvoir qui frappe les travailleurs : agression à La Rochelle des flics contre des travailleurs venus apporter leur soutien à leurs 20 camara-

nouvelles intérieures

Message de la section de Lorient du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France

Des militants lorientais de l'Humanité-Rouge sont frappés par la répression de la bourgeoisie.

Leur seul crime : lutter auprès de leurs camarades, en authentiques marxistes-léninistes, au service du peuple, pour l'émancipation de la classe ouvrière et de tous les exploités, pour la révolution et le socialisme.

Le bourgeoisie se sert pour cela d'une inculpation de reconstitution de notre parti, qu'elle a interdit le 12 juin 1968. Mais interdit-on aux idées de se répandre, au peuple de lutter ? Non.

C'est bien pourquoi la bourgeoisie a peur, et tente de briser la montée des luttes, en réprimant non seulement des militants de l'Humanité-Rouge, mais tous ceux qui luttent : les ouvriers qui occupent leurs usines, les petits paysans et petits vigneron en lutte contre le sort de misère que le capitalisme leur réserve, les camarades immigrés en grève, les militants corses ou bretons qui veulent que leur région vive, la jeunesse étudiante et lycéenne. Notre parti est à leurs côtés, parce qu'il est le parti qui lutte avec le peuple et non en imposant sa dictature sur le peuple, comme ce faux parti communiste qu'on a vu à Lorient prétendre défendre nos camarades à condition de ne pas dire qui ils sont, à condition d'en profiter pour vanter leur Programme commun, programme d'une nouvelle dictature bourgeoise.

A bas la répression antiouvrière et antipopulaire !

Libération de tous les emprisonnés !

Vive les luttes populaires !

Vive la révolution socialiste !

des traduits devant le tribunal des référés ; les militants syndicaux : vidage des délégués, limitation du droit de grève et du droit de réunion dans la fonction publique (circulaire Chirac) ; les immigrés : expulsion des délégués des foyers Sonacotra et de Pakistanais ; les paysans en lutte notamment dans le Midi ; les prétendus démoralisateurs de l'armée, syndicalistes CFDT et soldats.

«Ils demandent : la levée des sanctions judiciaires qui

frappent nos camarades métallurgistes à La Rochelle ; la levée de toutes les inculpations devant la cour de sûreté de l'État, et la dissolution de cette juridiction d'exception ; la libération de tous les prisonniers politiques dont Siméoni, médecin responsable de l'ex ARC (Corse) ; Teisseyre, viticulteur ; Le Gal, ouvrier municipal marxiste-léniniste ; et le retour de tous les camarades immigrés expulsés par le pouvoir.»

Marseille

OUI GASTON, MIEUX QU'EN 68 !

«On risque, manifestement, de déboucher, si l'on n'y prend garde, sur une tension auprès de laquelle "Mai 68" n'aura été qu'un jeu d'enfant.»

C'est dans ces termes que le député-maire de Marseille a traduit la peur panique qu'ils ont, lui et ses compères socialistes, d'un grand mouvement de masse.

On savait que la majorité craignait pour la sûreté de l'État capitaliste... On sait maintenant que les bourgeois de gauche ont tout aussi peur et que toute leur politique ne vise qu'à conjurer le spectre du mouvement révolutionnaire de masse.

Mais Defferre, lui, a trouvé des remèdes originaux. D'abord d'après lui, «c'est la ségrégation sociale entre quartiers résidentiels et ouvriers qui est la plus grave». Il faut donc faire vivre ensemble «des catégories sociales de types différents» (sic !).

Quand on connaît la ville qu'administre depuis des années l'ancien candidat à la présidence de la République... il y a de quoi sourire ! Car c'est lui et tous ses amis promoteurs immobiliers qui organisent la ségrégation ; le dernier projet qui consiste à raser le quartier de la Porte d'Aix pour en faire un centre d'affaires, est significatif. Notre génial urbaniste est loin de réaliser l'idéal de la collaboration de «classes» : faire cohabiter sur un même pa lier patrons et ouvriers !

A défaut de cohabiter, le premier magistrat de la ville a décidé de distraire tout le monde par une opération «Marseille en fête». Tour de force à réaliser, lorsque l'on sait que la fédération Léo Lagrange est en train de licencier des animateurs trop liés aux habitants du quartier ; lorsque l'on sait qu'il y a des milliers de chômeurs à Marseille ; lorsque l'on sait que des dizaines de milliers de licenciements sont prévus à la Réparation navale, dans les grands magasins ; quand on sait que les chantiers du métro, la gloire de Defferre, sont les plus meurtriers de France ; quand on sait que ce même métro sera inaccessible aux handicapés physiques ; quand on sait que les travailleurs immigrés sont toujours en butte au racisme encouragé par le journal fasciste «Le Méridional» que finance allégrement Defferre ; lorsque l'on sait que les effectifs de police ont été renforcés en début d'année.

Joie de vivre... distraction... bonne humeur... nous promet Defferre. Les gens des beaux quartiers peuvent se réjouir : le député-maire s'occupe d'eux.

Quant à nous, la seule fête que nous ayons connue, c'est la fête de la solidarité ouvrière organisée par les 400 chômeurs de Griffet et le maire n'était pas là pour nous parler de ses promesses passées.

Les 4 000 personnes qui sont venues ce jour-là préparent les grandes luttes de demain.



Face à la répression patronale

Ripostons tous ensemble et en même temps

Dans de nombreuses usines, les ouvriers engagent des luttes très dures contre le patronat, mais aussi contre les faux défenseurs des travailleurs que sont les révisionnistes du PCF, qui baptisent les luttes de « grèves sauvages » ou déclarent « l'occupation, c'est illégal ». Comme si les sauvages n'étaient pas justement du côté des affameurs bourgeois, et de leur répression !

Devant la légitime montée des luttes de la classe ouvrière, la bourgeoisie monopoliste tremble et a de plus en plus peur, c'est pourquoi elle réprime violemment.

Face à cette répression, qui n'est qu'un moyen d'essayer de museler la classe ouvrière, les luttes revendicatives immédia-

tes des travailleurs préparent activement l'ultime lutte pour écraser le capitalisme. Durafour, ministre du Travail et chef d'orchestre du patronat, licencié des ouvriers et délégués combattifs, et actuellement il n'y a plus de grèves, occupations, etc., qui ne se terminent par des licenciements.

Mais la juste violence de la classe révolutionnaire du prolétariat l'emportera sur la violence bourgeoise. Et comme nous l'a enseigné Paul Vaillant-Couturier, et toute l'expérience de lutte du prolétariat, la classe ouvrière saura frapper sans merci : « Pour un œil, les deux yeux ! Pour une dent, toute la gueule ! ».

Bordeaux : Quand les responsables du PCF licencient

Nous avons déjà publié plusieurs exemples de répression antisyndicale ou de licenciement dus aux pratiques social-fascistes de responsables du PCF (les patrons de l'EPUR, Doumeng le milliardaire, les patrons de gauche du foyer Lou Cantou à Montpellier). Ces activités révélatrices de la nature de classe bourgeoise des dirigeants du PCF et de leurs alliés de l'« Union de la gauche » méritent la plus grande publicité pour contribuer à arracher aux larges masses les illusions qu'elles peuvent encore avoir sur ces faux communistes, mais authentiques bourgeois.

A l'association « Renovation », une institution de Bordeaux dirigée par des membres du PCF, un éducateur, syndiqué à la CFDT, vient d'être licencié. Embauché sans lettre d'embauche, le licenciement lui a été signifié sept jours plus tard pour le motif suivant : « a participé à une manifestation du 1er mai avec le cortège étudiant » ! C'est donc une fois de plus parce qu'un employé refuse d'adhérer

aux conceptions politiques de ses patrons, qu'il est licencié. Il n'y a guère qu'à Citroën où le patron impose la carte CFT qu'on trouve une politique identique. Un responsable CGT, membre du bureau national de la confédération, et employé dans cette institution n'a évidemment pas levé le petit doigt contre le licenciement confirmant ainsi la soumission servile d'un certain nombre de dirigeants CGT au parti bourgeois de Marchais et Ségué. Arracher le masque de ces faux syndicalistes et communistes c'est le devoir de tout travailleur révolutionnaire de tout syndicaliste désireux de combattre réellement la bourgeoisie et de servir les intérêts du peuple travailleur. Pour sa part, la section syndicale CFDT de l'association et le syndicat Santé-Sociaux de Gironde exigent la réintégration de leur camarade licencié et attendent des explications de tous les organismes nationaux et locaux de la CGT concernés.

D'après un communiqué de la section CFDT.



Angers :

A l'Équipement, les travailleurs ripostent à la répression

Depuis le 3 mai, l'ensemble du personnel de la Direction départementale de l'équipement (DDE) du Maine-et-Loire est en lutte pour lever une demande de blâme à l'encontre d'un délégué syndical et pour la satisfaction des revendications et des conditions de travail : « 300 F pour tous, 2 000 F par mois minimum, titularisation de tous les auxiliaires, sur place, immédiate et sans concours, augmentation des effectifs ».

Devant la mobilisation des travailleurs, la direction et le ministère n'ont pas cédé, ils cherchent même à interdire toute réunion dans le but de casser le mouvement.

Mais là aussi, face à la répression les travailleurs ont riposté en montant vendredi 14 mai, à 150 dans le bureau du directeur, lui imposant ainsi une juste riposte de classe.

Contre les licenciements, contre la collaboration de classe

seule la lutte de classe et de masse peut permettre de triompher

A Bourgogne Electronique, filiale de la Thomson CSF, 23 licenciements ont été opérés après une grève de 5 semaines menée en avril. Parmi ces 23 travailleurs, 7 délégués (5 CFDT, 2 CGT). Par un vote du CE, le 30 avril, 6 de ces délégués ont vu leur licenciement rejeté. Mais pour un délégué CFDT, Robert Vieillard, le licenciement a été prononcé grâce aux voix de 3 délégués CGT. Robert Vieillard était le principal animateur de la grève et jouait un rôle important dans tout le trust Thomson.

Le vote des 3 délégués CGT a été condamné par les instances de la CGT... après coup on peut toujours essayer de se blanchir ! Deux interprétations à ce vote.

— l'interprétation des instances CFDT : les 3 élus CGT auraient été manipulés par la direction qui a fait un chantage sur eux (gestion louche dans le CE). « Comme cela est très difficile à prouver, il faut se taire. Pour l'Inter CFDT, ce sont 3 brebis galeuses, 3 cas, d'ailleurs la CGT les condamne bien ! »

Comme ce sont des exceptions, il ne faut pas en faire état dans les rapports CGT-CFDT. Il vaut mieux taire cette bavure qui porte atteinte au syndicalisme tout entier... etc. Ce raisonnement de l'Inter (qui regroupe des délégations des différentes sections syndicales du trust Thomson CSF) la conduit à multiplier les contacts bureaucratiques

aux échelons supérieurs et avec la coordination CGT, à faire des démarches juridiques... Il est fait interdiction aux sections du trust de parler du vote du CE !

Pas d'information et une action probable... dans 3 semaines, le temps de faire toutes les démarches hiérarchiques ! Les directions du trust Thomson et révisionnistes de la CGT peuvent être satisfaites.

Le patron de la Thomson doit se frotter les mains...

Avec ces méthodes, Robert Vieillard n'est pas prêt d'être réintégré. Tout au plus la direction se prépare-t-elle à marchander 22 licenciements contre un.

Quant aux dirigeants CGT, c'est la disparition d'un délégué gênant qui mène la lutte des classes, qui fait retentir la voix des filiales dans le groupe Thomson (la CGT ne s'occupe pas des filiales)... et en plus la disparition sans qu'il y ait scandale. Chantage à l'unité d'action et on se fait blanchir, on arrive à évacuer toute résistance à sa ligne de collaboration de classe.

Et c'est bien là une autre interprétation du vote des 3 délégués CGT.

— Ce n'est pas la première fois que ceux qui prônent la collaboration de classe, ceux qui veulent contrôler, encadrer les masses tentent par tous les moyens (quitte à tenter de masquer leur manière d'agir après coup) de se débarrasser des militants actifs, des militants qui mènent la lutte de

classe, y compris en brisant la légalité bourgeoise (séquestration).

Les cas de licenciement de délégués CFDT par les révisionnistes CGT se multiplient : « CFDT métaux » donne les exemples récents du vote du licenciement d'un délégué à la SAFAA à Massy, et d'un délégué de chez Vallourec... que de « bavures » !

Pour la réintégration des 23 licenciés de Bourgogne Electronique les militants et tous les travailleurs du trust Thomson doivent se mobiliser, faire l'information largement, développer un mouvement de masse et de classe.

Il faut s'opposer au sursis de l'Inter CFDT, sursis qui constitue un appui à la politique de collaboration de classe des révisionnistes de la CGT.

Pas un seul licenciement à Bourgogne Electronique !

Une déléguée CFDT (groupe Thomson CSF).

Les cheminots de Metz à l'action

Le 13 mai devait être l'occasion pour la CGT de faire un coup d'éclat bidon pour augmenter le nombre de ses adhérents. Ainsi les cheminots de Metz n'ont pas suivi le mot d'ordre de grève. Sous l'impulsion de la base ils ont décidé de la transformer en une journée d'action contre les sanctions infligées après les dernières grèves. C'est ainsi qu'à 14



ORLÉANS : CHAUD, CHAUD, CHAUD CHEZ MALICHAUD

Devant les propositions inacceptables de la direction lundi 17 mai, ne posant que 0,75 % d'augmentation du pouvoir d'achat en juillet et 0,75 % en octobre, 1/2 heure en réduction au travail pour le 1er janvier 1977, l'alignement des classifications sur celles de la SNECMA au 1er juillet 1977 et l'aménagement des horaires à partir de 62 ans, les travailleurs ont renforcé leur mobilisation et ont reconduit la grève en assemblée générale.

Face à la direction intransigeante, les travailleurs luttent, renforcent leur unité, et brisent l'isolement de leur lutte en faisant appel à la solidarité de la classe ouvrière orléanaise.

Correspondant H.R. Orléans

GREVE A L'USINE DE PONT DE CHERUY DE TREFIMETAUX

Les 80 personnes de l'atelier du « train-fil » se sont mis en grève illimitée depuis le 13 mai contre le projet de classification de l'UIMM. Ils travaillent dans des conditions très pénibles (coulée de métal en fusion), ils sont classés 03 mini à 9,60 F de l'heure, ils demandent la classification P1. Les sections syndicales CGT et CFDT soutiennent le mouvement.

Correspondant HR.

Compresseurs frigorifiques

400 personnes manifestent contre la répression

Après l'intervention des gardes mobiles, les 176 mises à pied d'une semaine, une seconde mise à pied de 15 jours est appliquée aux 176 travailleurs.

Le chef du personnel oblige les travailleurs à se présenter individuellement devant lui pour discuter. Les délégués syndicaux et du Comité d'entreprise (anciens et nouveaux) sont eux aussi

mis à pied pour une durée illimitée.

La CGT, quant à elle, ne cherche qu'à discuter avec la direction, cherchant ainsi à marchander les licenciements, la direction ne voulant garder que 40 personnes sur 176. Une récente manifestation forte de 400 personnes a riposté contre la répression, la CGT n'y était pas pour soutenir les grévistes. Mieux un délégué CGT

et membre du PCF de la cellophane a ouvertement attaqué la CFDT en déclarant : « Celle-ci a commis une faute grave en occupant l'usine »... « parce que c'était illégal » !

Mais malgré ces basses manœuvres, les travailleurs ont manifesté sous les mots d'ordre « Non aux licenciements », « Non à la répression ».

heures, 80 cheminots se réunissaient devant le siège de la direction régionale pour une manifestation, sous le mot d'ordre : « La grève est un droit — non aux sanctions — 2 000 F mini — 400 F pour tous. » S'opposant à la volonté des révisionnistes de rendre les sanctions à la direction, les cheminots ont imposé aux directions syndicales de brûler toutes les sanctions sous les fenêtres du directeur de la région montrant ainsi leur colère et leur volonté de poursuivre la lutte. Puis, alors que seule une dizaine de délégués avaient été choisis par les syndicats pour aller chez le patron, c'est tous les cheminots qui rentrèrent dans les bureaux de la direction, lançant leurs slogans dans les couloirs, et en particulier devant le bureau du directeur qui dut se sentir très mal à l'aise. Les sanctions n'ont pas émoussé la combativité des cheminots.



la France des luttes

Quelques applications d'une journée nationale d'action

Dans notre édition datée de samedi, nous indiquions que : tant le 13 mai que les journées nationales d'action parachutées par les directions syndicales, c'est sans perspective pour les masses. Toute action est liée à une mobilisation au préalable et nous devons tout faire pour que les travailleurs puissent effectuer une réelle coordination des luttes en cours. On n'organise pas une journée d'action pour le plaisir.

Il est nécessaire également d'agir en fonction de la situation concrète, car cela peut varier d'un endroit à l'autre. Aussi, prenons des exemples de ce qui s'est passé dans quelques villes de province et que nous ont communiqué nos correspondants.

A Metz, les cheminots ont rejeté cette journée bidon et l'ont transformée en lutte contre la répression et pour leurs revendications.

A Grenoble, la section syndicale Sygma CFDT-CTGREF (ministère de l'Agriculture) a pris la position suivante :

« Une nouvelle fois les centrales syndicales CGT et CFDT organisent une journée nationale d'action, ayant pour thème « Halte à l'intransigeance patronale et gouvernementale », pour la défense du pouvoir d'achat et de l'emploi.

« Les adhérents de la section syndicale CFDT sont comme tout le monde très sensibles aux atteintes portées au pouvoir d'achat (il suffit de faire le marché pour constater les prix exor-

bitants des légumes par exemple) et aux licenciements qui frappent de nombreux travailleurs à Grenoble et partout.

« Cela d'ailleurs fait l'objet des actions que mène la section CFDT qui est loin de se désintéresser des problèmes nationaux : soutien à C. Lhuillier licencié, soutien actif et puissant à la grève des PTT de novembre 1974 réclamant la titularisation des auxiliaires, 1 700 F minimum et une prime de 300 F pour tous.

« Réunis en assemblée générale le 11 mai, les adhérents CFDT du CTGREF Grenoble ont décidé de ne pas faire grève le 13 mai dans la mesure où ce type d'action ponctuelle et morcelée est à leurs yeux d'une efficacité douteuse en face de la détermination patronale. Seule une action résolue, directe, pourra faire plier les patrons et le gouvernement, du type de celle menée par les postiers en novembre 1974 et qui n'a pas malheureusement reçu le soutien massif des centrales syndicales et des syndicats de la

Fonction publique.

« Les adhérents de la section CFDT ont décidé de faire parvenir à l'UD-CFDT Isère une motion protestant contre la multiplication de ces journées d'action.

« Dans les jours qui viennent la section CFDT a décidé d'entreprendre une série d'actions afin d'accélérer le règlement d'affaires qui traitent depuis 5 mois. En outre à la suite d'une rencontre de l'ensemble des sections CFDT des CTGREF une action coordonnée est prévue dans tous les CTGREF pour que les droits des agents titulaires et non-titulaires soient respectés en ce qui concerne l'ancienneté et le changement de catégorie.

« L'ensemble des adhérents CFDT est fortement mobilisé pour imposer le respect des droits de tous les travailleurs. »

(Ministère de l'Agriculture)
C'est là une juste application des méthodes de lutte de classe.

BORDEAUX : une journée traîne-savate

Un cortège de 3 000 travailleurs, largement dominé par la CGT et par les mots d'ordre révisionnistes du Programme commun. Comme à Paris, ici ou là quelques îlots de travailleurs combatifs, 200 travailleurs

autour de la banderole UD-CFDT scandaient entre autres : « Le racisme c'est l'arme des patrons - Français-immigrés solidarité - Union action révolution - Union action contre la répression - Tribunaux d'exception dissolution - SAC, CFT, milices dissolution... »

En dehors de ça la journée était caractérisée par une faible mobilisation. La CGT par cette journée a aussi tenté de faire oublier ses pratiques fascistes du 1er Mai. Des collecteurs CGT, paquet de cartes à la main, stylo, faisaient le racollage pour la « grande et belle CGT » !

Beaucoup de travailleurs sentent qu'ils se sont fait piéger une fois de plus.

LA ROCHELLE : en pleine lutte des métallos

C'est dans une période de lutte intense (5 000 métallos en grève) que s'est intégrée cette journée, ce qui lui donne donc un autre aspect. 5 à 6 000 personnes ont manifesté.

Jeudi, vendredi, il y avait rencontre entre syndicats et patrons de chaque entreprise. Ces derniers se sont « trouvés retenus » (!) par les ouvriers, pendant une heure et demie à deux heures, et il y a eu quelques portes cassées. Les patrons n'ont pratiquement rien accordé.

Par ailleurs le patron des Chantiers navals n'a rien trouvé d'autre que de traîner 26 ouvriers en référent, qui probablement ne s'y rendront pas.

Ce mardi à 9 heures, se tient à l'Anca un meeting intersyndical.

COORDINATION A RENNES

(Suite de la page 1)

début de la coordination, ceci en vue d'une position unitaire à adopter en face du problème posé par les examens et de l'élaboration d'un collectif unitaire permanent.

- Rappel : apporter les mandats tirés en de nombreux exemplaires.

- Appel des départs de vérifications des mandats jeudi 20 à 9h.

Ordre du jour : Discussion sur le déroulement de la coordination - Etat du mouvement - Bilan du collectif - Positions nationales par rapport aux examens - Perspectives de la lutte et discussion sur les comités unitaires et permanents - Suspension de séances pour élaboration des motions. Dernier point débat et vote.

No de téléphone de Villejean : 16-99-59-20-33. Faculté de Lettres. De jour uniquement de 9h à 18h.

Enseignants

413 voix pour, 115 contre

LA GREVE CONTINUE

A LA FACULTE DES LETTRES DE CAEN

La presse bourgeoise s'évertue à garder le silence sur la poursuite du mouvement étudiant, et quand elle en parle c'est pour affirmer que les cours reprennent à peu près dans toutes les universités. Manque de chance pour la dite presse, ce n'est pas tout à fait le cas ! Ainsi à la faculté des Lettres de Caen, la reconduction de la grève a été votée la semaine dernière à une très grande majorité : 413 voix pour la continuation de la grève, 115 voix contre. Décidément, si sa seigneurie, secrétaire d'Etat aux Universités, croit démobiliser les étudiants en faisant le silence sur ce qui se passe réellement, qu'elle sache qu'elle se met le doigt dans l'œil... jusqu'au coude !

DENTAIRE, ÇA S'ORGANISE

A Marseille, les étudiants en chirurgie dentaire qui sont en grève depuis 5 semaines ont décidé de poursuivre et de durcir leur mouvement, d'autant qu'ils ont appris en fin de semaine que le seul point de leurs revendications qui avait été satisfait - la construction d'un nouveau centre de soins - était remis en cause suite à l'augmentation du devis présenté par une entreprise pour effectuer les travaux.

3 MOIS AVEC SURSIS POUR UN LYCEEN

Accusé d'avoir frappé un employé de la SNCF et un flic, le 22 avril dernier, à la gare de l'Est, lors de la manifestation des lycéens et CET contre la réforme Haby, un lycéen de 18 ans, Michel Luc, qui était membre ce jour-là au service d'ordre de la manifestation, a été condamné le 15 mai à 3 mois de prison avec sursis et 2 000 F d'amende par la 23e chambre correctionnelle de Paris, bien qu'il ait affirmé n'avoir commis aucun des actes qui lui sont reprochés.

LA DIRECTION D'UNE ECOLE D'HANDICAPES ENFERMEE DANS LA MAIRIE D'APT

En grève depuis le 28 avril le personnel de l'Institut médico-pédagogique de Rocalière dans le Vaucluse poursuit sa lutte pour la réintégration d'une éducatrice. Cet institut réservé aux enfants inadaptés emploie 30 personnes, dont 15 moniteurs.

Le 14 au soir, des négociations s'étaient engagées à la mairie de la commune voisine d'Apt entre la direction et des grévistes. Une centaine de personnes, parmi lesquelles de nombreux membres de l'Association départementale des amis et parents de l'enfance inadaptée (ADAPEI), venus des 4 coins du Vaucluse, s'étaient rassemblés sur une place voisine pour appuyer la délégation du personnel.

Trois heures après le début des entretiens, vers minuit, les délégués des éducateurs sortaient, annonçant l'échec de l'entretien. Les manifestants regroupés à cet endroit ont donc commencé à scander des mots d'ordre contre la direction et ont empêché les neuf membres du conseil d'administration de l'Institut de sortir de la mairie. Immédiatement les flics de la brigade d'Apt sont intervenus. Ils ont dispersé un groupe de manifestants qui entouraient les voitures de la direction et ont arrêté une vingtaine de personnes pour vérification d'identité.

Prix

....DANS L'ASCENSEUR

Le Bulletin officiel des services et des prix vient de publier un arrêté donnant toute liberté aux patrons d'une soixantaine de secteurs industriels de gonfler leurs prix. Au nombre de ces secteurs de l'industrie des biens d'équipement et de biens de consommation figurent notamment certains produits métallurgiques, le verre, les motoculteurs, les cycles et motocycles, l'appareillage électrique d'installation, les appareils de chauffage à mazout, des produits alimentaires, la bonneterie, l'habillement, l'ameublement, les pâtes à papier, etc. Il faut donc s'attendre à une cascade de hausses des prix dans les jours qui viennent dans ces secteurs.

D'ores et déjà, alors que sa dernière hausse ne remontait qu'au 15 décembre dernier, l'essence a augmenté de 6 centimes par litres à Paris et de 5 à 7 centimes en province, lundi matin à 0 heure. Le fuel domestique a également augmenté de 1,77 centime par litre et le gas oil de 1 centime. D'autres hausses de prix sont entrées en vigueur : 1,5 % pour les lampes électriques, 3 % pour les tubes fluorescents, de 3 à 5,5 % pour les salaisons et les conserves de viande, 5 % pour le papier adhésif, 3,6 % pour les ouates et les pansements...

Intervention des flics dans le 2e et le 15e à Paris

200 travailleurs immigrés expulsés de leurs logements !

En deux points de Paris, dans le 2e et dans le 15e arrondissement, les flics sont intervenus une fois de plus ce week-end pour expulser de leurs logements 200 travailleurs immigrés environ. Dans le 15e, ils ont ainsi vidé brutalement deux immeubles de leurs occupants, dans l'un vivaient 80 travailleurs immigrés, dans l'autre ils étaient une vingtaine.

Samedi 15 mai, à 7 heures du matin, les locataires des immeubles situés aux numéros 2 et 4 de la rue Vivienne, dans le 2e arrondissement, étaient encore dans leurs chambres. Beaucoup dormaient. Lorsque l'on a un peu de temps pour se reposer, après une dure semaine de travail, d'exploitation et d'oppression, on en profite !

Tout à coup, les flics sont arrivés. Ils ont bloqué complètement la rue, et l'ont interdite à la circulation. Ils se sont engouffrés dans les immeubles du 2 et du 4, et ont pénétré dans les chambres d'où ils ont littéralement arraché les locataires sans même leur laisser le temps de prendre leurs quelques affaires.

Puis les flics ont enfoncé les travailleurs et leurs familles, maghrébins pour la plupart, dans un car de la RATP ; ils ont embarqué leurs meubles dans un camion de déménagement. Dans quelle direction ? Personne ne le sait.

Une heure à peine après cette descente en force, les portes d'entrée des deux immeubles étaient murées !

Dans la matinée, vers onze heures, on voyait des militants du PCF arriver, con-

seiller en tête, pour parlementer avec les flics. Il y avait déjà belle lurette que tout était fini. Et il est permis de se demander ce que ces mêmes militants veulent dire lorsqu'ils se font mousser dans leur « Humanité » du 17 mai, et qu'ils y vantent leur « vigilance » : « En opérant ainsi, un samedi matin de bonne heure, sans doute espérait-on que ces expulsions arbitraires se feraient en douce. C'était sans compter avec la vigilance des communistes du quartier... » ? Sans doute ! Mais, pardon messieurs, votre... « vigilance » ? Vous voulez dire votre mascarade de fin de matinée, avec les flics... Fort bien.

Toujours est-il que les flics avaient certainement ordre d'accomplir de la façon la plus expéditive possible leur sale besogne. Le tout n'a duré que le temps d'un éclair. Il est vrai que le ministère de l'Intérieur devait s'attendre à des réactions de la part des habitants du quartier, surtout que chacun savait que cette expulsion brutale n'avait d'autre but que de permettre... à la Bibliothèque nationale d'agrandir ses locaux !

D'après les informations reçues de notre correspondant.



UN COMMUNIQUE DE L'ASSOCIATION DE DEFENSE CONTRE LE BARRAGE DE NAUSSAC

Solidaires des habitants de la vallée de Naussac, dont de nombreux petits paysans, les conseillers municipaux de Langogne devant les pressions du pouvoir avaient tous donné leur démission.

Les élections municipales vont avoir lieu à Langogne prochainement. Voici le communiqué de l'association de défense contre le barrage de Naussac à propos de ces élections.

Conformément à l'engagement qu'ils avaient pris en 1973, les conseillers municipaux de Langogne ont, à l'unanimité, donné leur démission en signe de protestation contre la déclaration d'utilité publique du projet de barrage-réservoir de Naussac, et devant l'impossibilité de faire entendre raison à l'administration (en dépit de l'opposition unanime de la quasi-totalité des responsables lozériens et de la population, le projet a été déclaré d'utilité publique). L'association approuve sans réserve l'attitude du Conseil municipal démissionnaire. Il

va de soi que ce seul geste n'est pas suffisant pour empêcher la réalisation dudit projet. Il n'aura de portée que si la population approuve massivement l'attitude des conseillers municipaux démissionnaires. De nouvelles élections vont avoir lieu le 23 mai. Il importe que ces élections signifient une fois de plus, sans ambiguïté, aux pouvoirs publics, et cette fois par le suffrage universel, l'hostilité irréductible de la population de Langogne au projet de barrage de Naussac.

Toute candidature apparaîtrait comme une désapprobation de l'attitude des conseillers municipaux démissionnaires et de ce fait, comme une approbation du projet de Naussac, ce dont les électeurs ne manqueraient pas de tenir compte en leur refusant leurs suffrages et dont ils se souviendraient en 1977.

Evidemment, il y a des inconvénients certains à ce qu'une ville de l'importance de Langogne soit administrée pendant un an, par une commission nommée par le préfet. Les conseillers dé-

missionnaires ont pris l'engagement de ne pas se représenter jusqu'en 1977.

Néanmoins la meilleure façon, pour la population, d'exprimer son opposition au projet de barrage de Naussac, serait de reconduire, au second tour, en totalité les conseillers municipaux démissionnaires bien que n'étant pas candidats et ce sans tenir compte des appartenances politiques (lors des élections de 1977 les divergences d'opinion pourront à loisir se manifester). Il suffira pour cela de porter sur une feuille blanche, sans signe distinctif, les noms des 21 conseillers démissionnaires.

Association de défense contre le barrage de Naussac

informations générales

RENNES

Association des amitiés franco-chinoises
Maison de quartier Villejean

DU 8 AU 30 MAI

LA VIE CULTURELLE
EN CHINE

Exposition : Images du peuple chinois

Ouverte : Les mardis, mercredis, jeudis et dimanches, de 14h à 19h.

Les vendredis, de 10h à 12h et de 14h à 22h 30.

Les samedis de 14h à 22h 30.

Avec projection du film «Les paysans peintres du Houhsien», tous les jours à 17h. Sauf les samedis et dimanches à 15h.

Avec forums autour de voyageurs les dimanches et samedis : avec buffet chinois samedi 22 et tournois de ping-pong.

CINEMA

16h	Les acrobates	mercredi 19 mai
20h 30	Les fleurs multicolores	samedi 22 mai
14h	Le coq chante à minuit Les deux sœurs héroïques Le petit clairon	mercredi 26 mai
20h 30	Le coq chante à minuit Tatchai	samedi 29 mai

CONFERENCES

20h 30	La vie quotidienne	mardi 18 mai
20h 30	Le pouvoir populaire	vendredi 21 mai
20h 30	L'art et la culture	vendredi 28 mai



PROLETARIAT

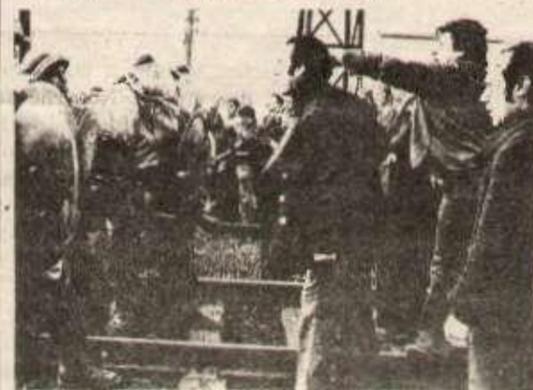
13

En récusant la dictature du prolétariat, le PCF jette le masque

Trois semaines de grève à la CEPEN-Orléans
CGAS, le PCF à l'œuvre

La Finlande mise sous tutelle

mai 1976
5 francs



revue théorique et politique,
marxiste, léniniste
et de la pensée-maotsétoung

Disponible aux librairies :

— Les Herbes sauvages, 70, rue de Belleville 75020 Paris.

— La Force du Livre, 33, rue R. Leynaud 69001 Lyon.

— Le Sel de la Terre, 4, rue Mal-Foch 22000 St-Brieuc.

ou, par correspondance, à :

— F-100, 24, rue Philippe-de-Girard 75010 Paris.



La parole aux lecteurs

LES RENIEMENTS NE PAIENT PAS

A vouloir à tout prix augmenter les effectifs de leur électorat par une politique tous azimuts, les dirigeants du PCF ont perdu le « nord » et, de parti du prolétariat qu'aurait dû rester le PCF, ils en ont fait un parti bourgeois dans lequel les prolétaires communistes doivent cotoyer et

marcher la main dans la main avec les patrons exploités, répressifs et fascistes qui sont même jusque dans le parti. Des communistes qui acceptent cela sont de faux-communistes.

Les dirigeants du PCF collaborent avec la bourgeoisie et les capitalistes. Ils entretiennent des relations avec les « scribes et les pharisiens » de l'église qui, eux, depuis longtemps, se sont rangés du côté des exploités et qui, aujourd'hui, en sont réduits à constater les dégâts causés par les reniements successifs aux commandements de leur doctrine. Ils ont renié « la lutte des classes ». Ils ont renié la dictature du prolétariat. Ils sont les nouveaux « fans » de la musique capitaliste et bourgeoise. L'Internationale, ils ne la connaissent plus. Le poing levé, ils en ont honte. Dernièrement, au cours de ce que les bourgeois appellent les élections démocratiques, ils ont remplacé leur emblème par un « point vert ». La girouette PCF ne sait plus où donner de la tête pour séduire les bourgeois.

Ils vont plus loin que les dirigeants de la CFT et FO. Les premiers proposent : la concertation de l'entente des classes « les entreprises saines et vigoureuses (probablement avec le SAC, les ex-CDR et quelques cadres corrompus) dont a parlé récemment le chef de l'Etat ne seront une réalité que le jour où travailleurs et patrons auront enfin compris qu'ils sont embarqués ensemble : leur intérêt vital est donc de s'entendre » (Le Monde du 10/4/1976, libres opinions du secrétaire gé-

ral de la CFT). Ce syndicat ne demande rien de mieux au prolétariat, comme le second FO, qui prône la politique contractuelle, que de se laisser exploiter par les patrons et de s'entendre avec eux jusqu'à contresigner sur un contrat les conditions de son exploitation. Il faut le faire ! Ces dirigeants syndicaux sont fertiles en imagination. Je me demande comment des travailleurs peuvent faire confiance à ces syndicats pour défendre leurs intérêts. Je dois ajouter que le prolétariat n'est pas mieux loti avec la CGT qui n'hésite pas à briser les luttes des travailleurs, décidées en assemblées générales, en les traitant d'irresponsables, de gauchistes ou de révolutionnaires, faisant écho à la bourgeoisie à l'encontre du prolétariat en lutte contre le chômage, les licenciements, le respect des 40 heures (pas encore appliquées et respectées depuis 1936 : honte aux syndicats bourgeois qui empêchent le prolétariat de faire respecter les 40h), les conditions de travail, l'exploitation et les expulsions de travailleurs immigrés.

De reniement en reniement, ils ont fait sombrer le PCF dans les flots pollués de la bourgeoisie. Celui qui renie sa doctrine termine toujours de la sorte. Dans le passé le PCF était le parti du prolétariat et il était respecté par ses adversaires, mais aujourd'hui il n'en est rien, et comme des recoins, ils sont prêts à le dévorer.

Solidaire dans la lutte contre les exploités et les traîtres au prolétariat

Un lecteur

Rectificatif
au communiqué de
Saint-Brieuc sur
le meeting organisé
par l'Humanité rouge
et la JCMLF

« Est intervenu également un camarade tunisien de « Perspectives tunisiennes » qui a dénoncé tout particulièrement le rôle des deux superpuissances. A la fin de son intervention, la salle scandait des mots d'ordre sur l'unité des travailleurs français et immigrés. »



POUR CORRESPONDRE
PAR TELEPHONE : 607 23 75

Quelques indications pour une bonne utilisation du répondeur automatique :

1) L'enregistrement dure au maximum 6 minutes pour chaque communication ;

2) Il ne faut pas s'arrêter de parler plus de 10 secondes ;

3) Il faut parler à voix suffisamment élevée et bien en face du microphone.

Il nous faut 25 millions d'ici le 30 juin

UNE BATAILLE ANTICAPITALISTE ET ANTIREVISIONNISTE

Comment souscrire ?

Les sommes souscrites peuvent être versées sous toutes formes possible, mais notre préférence va au versement souscrit à notre compte-chèque postal : L'Humanité-rouge - CCP 30 226 72 La Source.

Cela dit, soyez assurés, camarades et amis lecteurs que nous ne refuserons aucun versement bancaire, ou par mandat-postal ou en timbres-poste, etc...



culturel

Théâtre

Languedoc-Roussillon

Le théâtre à Emporter joue «Midi Bouge»

De notre correspondant.

Ces 13 et 14 mai derniers, le «théâtre à emporter» présentait à Montpellier sa nouvelle création : «Midi rouge». Le sujet : la lutte des viticulteurs à travers leur histoire.

La pièce proprement dite est en deux actes. Le premier décrit d'une façon très vivante l'histoire du peuple de la fin du 19^e siècle à nos jours en passant par «1907». Mais jamais il ne s'agit d'une description pure et simple ni d'un cliché. A chaque période abordée, les ennemis du peuple sont clairement montrés à travers des personnages caricaturaux sans pour cela être irréels. C'est tout à tour le grand propriétaire terrien dont la devise est «gros et petits, restons unis» et qui peu à peu deviendra «l'Élu» municipal pendant que le «petit» est obligé de quitter sa terre.

Puis c'est le capitalisme admirablement croqué dans le personnage d'un représentant de tracteurs qui promet monts et merveilles à l'aide d'un mot magique : le crédit. C'est aussi «monsieur Nicolas, grand-père, père et fils», le négociant fraudeur qui explique comment on fait du vin sans raisin. Enfin c'est le banquier, contrôleur de l'endettement qui devient peu à peu propriétaire du sol et chasse le petit viticulteur.

Petit à petit, la révolte devient justice, le public

s'associe à cette prise de conscience et lorsque dans le deuxième acte ce sont tour à tour les notables, l'armée spoliatrice, les promoteurs et le gouvernement qui dépècent la région, les viticulteurs qui utilisent la violence révolutionnaire sont applaudis par le public.

Les reproches que l'on peut faire à la pièce sont d'ordre secondaire. Ils sont avant tout liés à la complexité de la situation actuelle. En effet dans le deuxième acte, le rôle des dirigeants traités au mouvement des travailleurs et de la répression est mal esquissé, voire absent.

Malgré cela, cette pièce est à voir et à faire voir, ne serait-ce que, à la fin de la représentation, pour engager la discussion avec la troupe qui se prête volontiers aux critiques de la salle.

A Montpellier, cette discussion a permis de mieux comprendre la base sur laquelle travaillent ces «artistes-militants». D'emblée ils exprimèrent leur volonté de faire un art au service du peuple, conçu comme un moyen de débat. Leurs méthodes de création sont d'ailleurs exemplaires puisque c'est à la fois dans les livres et auprès des comités d'action viticoles que ces jeunes comédiens ont puisé leurs sources. Ils devaient également attaquer la conception d'un théâtre au service du Programme commun en démystifiant l'électoratisme qui n'a toujours été

qu'un moyen de duper le peuple.

Cette jeune troupe, créée en 1974, a à son actif la mise en scène d'une pièce de Brecht et une pièce sur le nucléaire. En mars-avril 76, ils sont allés jouer devant les lycées de Béziers en grève.

Nous invitons tous nos amis et camarades à assister à leurs représentations et à les soutenir.

Adresse : THEATRE A EMPORTER, 12 RUE DU PUISS-DES-DIEUX, 34500 BÉZIERS.

CHINE

LA SOCIÉTÉ EST UNE GRANDE SALLE DE CLASSE

«La qualité de notre enseignement n'a jamais été autant améliorée que lorsque nous avons lié nos salles de classe à la société, la théorie à la pratique», c'est ce qu'ont déclaré les étudiants ouvriers-paysans-soldats de l'école normale No 1 du Hounan.

Pendant sa jeunesse, Mao Tsé-toung avait fait ses études et mené des activités révolutionnaires dans cette école.

Il se rendait souvent parmi les masses pour mener des enquêtes auprès d'elles. Sa grande pratique encou-

Expositions

La Jeune Peinture à l'heure de son 27^e salon

L'affiche verte du 27^e Salon de la Jeune peinture — qui ne plait pas à tout le monde (voir communiqué dans notre édition d'hier) — donne un raccourci photographique de l'histoire de la Jeune peinture depuis l'an dernier. C'est en effet peu de temps après le 26^e Salon que les artistes de la Jeune peinture apprennent que les «caves» du quai de New-York à Paris leur étaient désormais fermées. Une expulsion en bonne et due forme. Les exposants réagissent, décident de lutter pour

l'obtention d'un lieu d'exposition. Cherchant l'unité avec d'autres Salons expulsés, la Jeune peinture décide l'occupation des locaux du Centre d'art Georges Pompidou (cf. HR du 18-3-76). La bourgeoisie envoie bien sûr ses flics et interpelle 16 artistes (cf. HR du 20-3-76). Voilà la seule réponse. Dans le cadre d'une restructuration pour tenter de faire face à la crise du capitalisme, la bourgeoisie centralise au maximum pour essayer de maintenir sa dictature. Tout ce qui ne rentre pas dans ses objectifs financiers et idéologiques est réprimé ou éliminé. Pas de liberté d'expression pour le peuple ni pour ceux qui tentent de contribuer au combat anti-capitaliste et anti-impérialiste. C'est ça la dictature de la bourgeoisie.

La lutte menée par le comité de la Jeune peinture et la majorité de ses membres (excepté quelques appariteurs trotskystes de l'AJS qui se sont permis de donner des leçons en guise de soutien) donne ses fruits et oblige la bourgeoisie à céder la Musée du Luxembourg. Mais, comme l'indique le communiqué d'hier, la bourgeoisie n'a pas abandonné et la lutte continue. C'est donc dans ce cadre — qui constitue une activité sans précédent de la Jeune peinture en dehors des Salons — que se déroule le 27^e Salon.

C'est plus sur une méthode de travail que sur un thème («travail collectif/travail individuel») que les peintres se sont confrontés cette année. Les travaux les plus remarquables sont ceux qui, en fait, œuvrent à partir d'un objectif politique commun qui constitue la leur véritable base collective de travail. Ainsi le travail du «Groupe de peintres arabes»

choisissant le soutien à la lutte du peuple palestinien, laisse apparaître — aussi bien dans les toiles individuelles que dans la fresque commune — un réel travail «collectif». Ainsi également le travail du «Groupe 18 mars» qui a choisi pour thème la capacité des travailleurs à prendre eux-mêmes leurs luttes en main. Certains de leurs travaux ont même été réalisés en collaboration avec des travailleurs en lutte. Mais pour beaucoup d'exposants, l'engagement politique ou même social se perd facilement dans les méandres d'un langage formel complexe. Sans vouloir privilégier un style plutôt qu'un autre, on peut se demander à qui s'adressent certains peintres et si un certain nombre de travaux ne contribuent pas à accentuer l'isolement dans lequel se maintient la Jeune peinture!

Vis-à-vis des travailleurs et des peintres progressistes et révolutionnaires, quand on voit la répression qu'elle exerce actuellement envers elle, on peut imaginer dans quelle fureur elle serait si la Jeune peinture contribuait de manière beaucoup plus efficace et directe au combat du prolétariat contre la bourgeoisie et ses représentants. Déjà la Jeune peinture est une épine dans le pied des bourgeois de tout poil. Les réactions de la bourgeoisie au pouvoir le montrent. Mais celle dite «de gauche» n'est pas plus à l'aise. Ce n'est pas un hasard si — estimant que le Salon de la Jeune peinture n'a pas assez de «prestige» à ses yeux — elle évite le plus possible d'en parler.

Tous les jours (sauf le mardi) jusqu'au 28 mai. Musée du Luxembourg 19, rue de Vaugirard Paris-6^e (Mo Odéon et Luxembourg) de 10 h à 19 h (6 F. Etudiants, chômeurs 3 F.).

«RUPTURE»

Ce film sera présenté par l'Association des Amitiés Franco-Chinoises

Judi 20 mai à 20 h 30
Salle de la mutualité

entrée 7 frs

Programmes TV

MERCREDI 19 MAI

TF 1

19h 05 : Feuilleton. 3^e épisode. Le patron de Rachid, dont le seul souci est de se mettre en quatre pour ses ouvriers, a des ennuis (les effets de la crise ?). Un patron comme il n'en existe qu'à la télévision ou dans les romans-photos...

19h 20 : Actualités régionales.
20h 00 : Journal.

20h 30 : L'Océan. Film de la TV canadienne. Drame très sombre, tellement sombre qu'on s'ennuie ferme à contempler les affrontements familiaux suscités par l'héritage alléchant d'un vieil écrivain bourgeois.

22h 05 : A la poursuite des étoiles. Nouvelle série sur les problèmes de l'astronomie. Aujourd'hui : qu'est-ce qu'une galaxie, comment fonctionne le système solaire, la vie existe-t-elle sur Mars ?
23h 00 : Journal.

A 2

19h 20 : Actualités régionales.
20h 00 : Journal.

20h 35 : L'homme de fer. Feuilleton. Suspense et astuce à la gloire des flics américains. Pleins de bons sentiments... pour justifier ces «élites».

21h 35 : C'est-à-dire. Magazine de Georges Leroy avec Cavada.
23h 05 : Journal.

FR 3

19h 20 : Actualités régionales.

20h 30 : La Limousine. Film TV de Paul Seban. Les ondes de la TV bourgeoise ouvertes à un réalisateur membre du PCF. C'est-à-dire que vous n'y verrez pas d'ouvriers combattifs qui mènent une lutte de classe, mais une agence de publicité où chacun se démerde comme il peut. Vous jugerez ce que peut faire un cinéaste qui prétend que «la politique du PCF est la seule qui permette à la France de sortir du bourbier. C'est également lui qui a réalisé «Les amants d'Avignon» pour la TV, qui montrait la Résistance comme une histoire d'amour (!).
22h 25 : Journal.

rage aujourd'hui les étudiants ouvriers-paysans-soldats à prendre une part active à la pratique de la révolution dans l'enseignement.

Les étudiants de cette école consacrent la moitié de l'année scolaire à suivre leurs programmes en classe et le reste à séjourner avec les enseignants dans des usines et des communes populaires rurales où, d'une part, en participant à la production, ils se font «rééduquer» par les paysans d'origine pauvre et moyennement pauvre, et d'autre part, ils entreprennent des enquêtes et recherches en liaison avec ce qu'ils apprennent à l'école.

Ces trois dernières années, les étudiants de cette école ont rédigé plus de 300 rapports d'enquête et essais politiques dont beaucoup ont été publiés ou diffusés dans des organes provinciaux et à la station de radiodiffusion du peuple de la province.

Au cours de sa gestion «à porte ouverte», cette école a transformé les anciennes méthodes d'enseignement : les enseignants et les étudiants discutent ensemble des programmes scolaires ; l'accent est mis sur l'aptitude des étudiants à analyser et à résoudre les problèmes. Les enseignants et les étudiants invitent des ouvriers et paysans à les rejoindre dans la rédaction de nouveaux matériaux d'enseignement étroitement liés à la réalité de leurs campagnes.

Les nationalisations : une solution miracle ? (3)

EDF-GDF : A L'OFFENSIVE CONTRE LE REVISIONNISME

L'article publié hier a montré que, sur la base d'une baisse du salaire réel, les travailleurs étaient fortement combattifs, mais qu'ils devaient affronter la ligne des dirigeants révisionnistes de défense de la hiérarchie, du capitalisme lui-même. L'évolution récente de cette lutte montre bien qu'un combat sans merci est à mener contre le révisionnisme, même pour arracher la satisfaction des revendications immédiates.

Les révisionnistes ont été aussi contraints de développer devant les travailleurs leur ligne sur cette question, leur projet politique. R. Le Guen, dirigeant de la fédération CGT, membre du conseil d'administration de la CCAS et du Comité central du PCF, a bien précisé sa position : « Nous sommes attachés au respect INTEGRAL de la hiérarchie. »

LES REVISIONNISTES ET LA HIERARCHIE

Toutes les publications CGT, les tracts actuellement diffusés, prennent pour cible centrale la position de la CFDT, les augmentations égales pour tous. Citons rapidement : « La position de la CFDT est erronée car elle tend à remettre en cause la hiérarchie des salaires. » « La défense de la hiérarchie des salaires est un des aspects de la résistance des travailleurs à l'exploitation capitaliste qu'ils subissent. » « Quel que soit le régime économique (capitaliste ou socialiste) on constate que les salaires sont différenciés en fonction de l'emploi qu'occupent les travailleurs. » « Par ses propositions démagogiques et incohérentes d'augmentations égales pour tous, la CFDT ne clarifie donc pas les problèmes et tend à abaisser le niveau revendicatif. » « Cette position va dans le sens de la politique du pouvoir et du patronat (donc des directions générales), qui, sous couvert d'une prétendue « réduction des inégalités sociales » consiste à s'en tirer aux moindres frais par une répartition égalitaire de la pénurie et, en fait, à tromper les travailleurs afin de leur faire accepter l'austérité au nom des sacrifices pour tous, etc. »

Cette lutte sur l'objectif revendicatif, sur la hiérarchie, ne tourna pas souvent à l'avantage des dirigeants révisionnistes, tout au moins là où les militants et adhérents CFDT osèrent affronter publiquement les révisionnistes et contribuer à les démasquer. Il est en effet clair qu'avec cette campagne les dirigeants CGT montrent leur vrai visage : celui de bourgeois qui veulent perpétuer le système d'exploitation capitaliste, maintenir la même exploitation des travailleurs, sous la même hiérarchie, en remplaçant les détenteurs actuels du capital et du pouvoir d'Etat par leur clique de traîtres. Bref un véritable capitalisme monopoliste d'Etat, à la mode russe.

LA GREVE DE L'INFORMATIQUE

Après la satisfaction des revendications des magasiniers d'Issy-les-Moulineaux qui avaient, grâce à 48 heures de grève, paralysé le fonctionnement des ordinateurs par

rupture du stock de papier, début février, l'ensemble des services de l'informatique se met en grève à Issy-les-Moulineaux, Clichy, Orléans, Lyon et Toulouse. Des comités de grève sont élus, chaque jour des assemblées générales décident de la poursuite de la grève, gênant considérablement les directions dans ce secteur stratégique : arrêt de l'envoi des factures d'électricité et de gaz.

Parmi les revendications figurait la levée du blocage actuel dans le passage d'« exécution » à « maîtrise » (similaire au problème du passage de OS à OP dans l'industrie), qui concerne de très nombreux travailleurs dans tous les services d'EGF. Les possibilités d'étendre la lutte à l'ensemble du personnel étaient donc réunies. Mais les fédérations laissèrent la grève totalement isolée et cloisonnée et ne firent même rien, surtout la CGT, pour informer le reste du personnel.

Après trois semaines de grève, le mouvement devait être arrêté début mars sur pression des dirigeants révisionnistes, rien n'ayant été obtenu sur l'essentiel. La détermination des grévistes, les assemblées générales, les comités de grève faisaient peur aux révisionnistes !

La même tactique devait être employée quelques jours après, puisque en pleine grève de la SNCF les fédérations CGT et CFDT appelaient à une grève de 24 heures pour le 7 avril, soit quinze jours après, au lieu de contribuer à étendre le mouvement immédiatement à l'ensemble du secteur public et nationalisé.

LA GREVE DU 7 AVRIL

Le seul objectif commun que les deux fédérations CGT et CFDT purent définir pour cette nouvelle grève de 24 heures était l'ouverture de négociations, puisque la fédération CFDT continuait à défendre les augmentations égales pour tous. Mais ces augmentations tant réclamées étaient déjà fixées au 15 avril ! C'était donc un nouveau mouvement pour canaliser la combativité des travailleurs, pour avoir l'air de faire quelque chose, sans prendre le risque d'un mouvement d'ensemble.

De nombreuses sections, et même des syndicats, CFDT et CGT, refusèrent cette mascarade, sur la base de l'échec des grèves de novembre 1975. Dans d'autres cas, les grévistes dépassèrent les consignes de coupures qu'ils avaient reçues et arrêterent à deux reprises la SNCF et le métro parisien. Au total la participation à la grève ne fut que de 55 à 60 %, nettement au-dessous des actions habituellement lancées par la CGT et la CFDT.

Rien d'étonnant, dans ces conditions, que les négociations du 15 avril entre les fédérations et les directions ne débouchent

sur rien d'autre que l'application de la fameuse « convention salariale ».

LA GREVE TOURNANTE DU 27 AU 29 AVRIL

Après l'échec de cette négociation, les deux fédérations CGT et CFDT se rencontrèrent à nouveau. Mais la fédération CGT exigea que la CFDT abandonne sa revendication de « 300 F pour tous ». Devant le refus de celle-ci, elle rompit tout contact et décida de lancer seule, toujours pour redorer son blason à la veille des élections, sur son mot d'ordre de 15 % hiérarchisés, des grèves de 24 heures tournantes par régions du 27 au 29 avril.

Nouvel échec : dans de nombreux centres le taux de participation à la grève atteint à peine 10 %, les travailleurs montrent ainsi leur volonté de refuser les augmentations entièrement hiérarchisées et la farce des grèves de 24 heures, tournantes ou non. Pour faire croire cependant à un succès de cette grève, les responsables CGT incitèrent les grévistes à couper le courant plus que d'habitude.

LES SANCTIONS

Les directions en profitèrent pour sanctionner des grévistes ayant coupé le courant : 4 blâmes au centre de Bourg-la-Reine, ainsi qu'à Lille, Valenciennes, etc. toujours contre des militants de base de la CGT. La réaction des travailleurs ne se fit pas attendre. Dès le lendemain des sanctions, à Bourg-la-Reine, ils décidaient la grève reconductible jusqu'à la levée des sanctions, l'occupation du centre, l'élection d'un comité de grève, des coupures des industriels, le dépannage gratuit des « abonnés domestiques ». Localement la CFDT décida de participer au mouvement contre ces sanctions, malgré l'opposition de la fédération qui estimait qu'il s'agissait d'une opération électorale de la CGT.

Le lendemain un rassemblement des travailleurs de la région parisienne était organisé au siège de la direction générale par la fédération CGT pour exiger la levée des sanctions. Les syndicats CFDT de la région parisienne décidèrent de participer à cette manifestation. Devant le personnel rassemblé, le secrétaire général adjoint de la CGT prit la parole et réussit à ne pas dire un mot des sanctions, mais parla uniquement des fameux 15 % hiérarchisés, ce qui provoqua de nombreux débats parmi les participants.

Devant le refus des directions générales de céder, nouveau rassemblement le 5 mai. La grève continuait et se durcissait à Bourg-la-Reine, le chef de centre y avait été séquestré plusieurs heures et les travailleurs avaient décidé de bloquer la direction générale jusqu'à la levée des sanctions. Nouvelle astuce des révisionnistes : ils négocièrent un compromis boiteux (du nom du directeur général d'EDF) : les sanctions

étaient « suspendues pour complément d'enquête ». Et les révisionnistes présentèrent cela comme la levée des sanctions, criant victoire : la CGT était enfin efficace ! Ce qui permettait de faire reprendre le travail et d'éviter un mouvement d'ensemble.

Mais dès le surlendemain, le directeur général annonçait que, vu son complément d'enquête, les sanctions étaient maintenues ! L'orage était passé, le travail avait repris, la manœuvre avait joué à plein. Dès cette annonce, de nombreuses cartes CGT volèrent en éclat à Bourg-la-Reine et les révisionnistes furent traités de traîtres.

Les deux fédérations CGT et CFDT se revoyaient le 7 mai justement pour envisager leur participation à la « journée d'action » CGT-CFDT du 13 mai. Les révisionnistes, venant d'apprendre le maintien des sanctions, proposèrent à la CFDT de faire une grève de 24 heures contre les sanctions. La CFDT refusa, puisque pour elle les sanctions étaient levées. La CGT garda son information et la réunion ne dura que quelques minutes. Le 10 mai les révisionnistes pouvaient claironner : « Face aux sanctions, la CGT est la seule à agir, la CFDT fait le jeu des directions. »

Tous ces faits peuvent plutôt ressembler à un roman de la série noire. Mais ils démontrent à quoi en sont réduits les dirigeants révisionnistes pour empêcher le mouvement de masse de se développer, pour canaliser la combativité des travailleurs. Mais ils soulèvent là des pierres pour se les faire retomber sur les pieds.

LES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DANS L'ACTION

Tous ces éléments le montrent bien : les directions, le pouvoir, mais aussi les révisionnistes sont aujourd'hui sur la défensive. Le mouvement de masse se développe et s'approfondit à EGF. Comme ailleurs. Le rôle de la CFDT, même s'il reste souvent ambigu, est positif car il montre que les révisionnistes ne sont pas seuls, qu'il peut exister une alternative de classe à leur trahison.

Encore faut-il que le mouvement de masse soit dirigé sur de justes bases prolétariennes. C'est justement le rôle, dans le mouvement, des communistes marxistes-léninistes et de leur parti. La lutte pour des augmentations égales pour tous, pour imposer la démocratie prolétarienne, pour les assemblées de travailleurs prenant des décisions, pour des comités de grève, si elle est indispensable, ne suffit pas. Il n'est pas de victoire possible pour les revendications, il n'est pas d'unité réelle des travailleurs sans une lutte sans merci contre le révisionnisme, pour dénoncer sa pratique totalement bourgeoise, pour montrer leur perspective de prise du pouvoir et de maintien du système capitaliste, pour organiser la classe ouvrière et lui redonner confiance en fixant bien le but : la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat.